

Séance publique du jeudi 5 novembre 2015

Convoqué le jeudi 29 octobre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 5 novembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Titina DASYLVA, Henri MAILLET, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO .

Convention en vue de l'exercice transitoire des compétences nouvelles de la Métropole Avenant n°2

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte:

Montpellier Méditerranée Métropole a conclu avec l'ensemble de ses communes membres une convention en vue de l'exercice provisoire des nouvelles compétences qui lui ont été transférées en application des articles L 5217-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et du décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014 actant sa création au 1^{er} janvier 2015.

Les communes exercent ces missions au nom et pour le compte de la Métropole, pendant toute l'année en cours afin de garantir la bonne organisation des services publics impactés et de disposer du temps nécessaire pour mettre en œuvre l'ensemble des transferts dans de bonnes conditions.

Elles prennent, dans ce cadre, toutes les décisions et actes, concluent toutes les conventions nécessaires à l'exercice des missions qui leur sont confiées y compris la mise en œuvre des procédures de mise en concurrence et de publicité nécessaires à la conclusion de contrats publics, participant à la continuité des compétences transférées, dans le respect de la réglementation en vigueur.

A ce titre, il est apparu nécessaire que l'ensemble des procédures susvisées, initiées par les communes membres, sur cette base conventionnelle, au cours de l'année 2015, puissent être menées à terme par les communes au-delà du 31 décembre 2015.

Les contrats issus de ces procédures seront automatiquement transférés à la Métropole à compter de leur notification.

Il est donc proposé de préciser par voie d'avenant les modalités d'organisation des missions et des services concernés telles que définies à l'article 3 de la convention de gestion en vue de l'exercice transitoire des compétences nouvelles de la Métropole conclue entre cette dernière et la Commune de Montpellier.

Le 5eme alinéa de l'article 3 serait donc rédigé comme suit :

« Elle prend toutes décisions, actes et conclut toutes conventions nécessaires à l'exercice des missions qui lui sont confiées dans le cadre de la durée de la convention telle que définie à l'article 2. Elle met en œuvre jusqu'à leur terme, et le cas échéant au delà de la période visée à l'article 2 de la présente convention, l'ensemble des procédures de publicité et de mise en concurrence garantissant la continuité des compétences transférées. Ces décisions actes, procédures ou conventions mentionnent le fait que la Commune agit au nom et pour le compte de la Métropole »

Par ailleurs afin de permettre à la Commune de Montpellier d'avancer sur la procédure de création d'aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine prévues sur le territoire communal, avant que cette compétence ne soit pleinement exercée par la Métropole à compter du 1^{er} janvier 2016, il apparaît nécessaire de modifier l'article 1^{er} «objet » comme suit:

*« la Métropole propose à la Commune qui l'accepte, d'assurer sur son territoire toutes les compétences exercées jusqu'alors par les communes et qui relèvent au 1^{er} janvier 2015, de la Métropole, y **compris la création des aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine** telles que prévues par le code du patrimoine.*

*Toutefois la Métropole prendra en charge toutes les procédures relevant du Code l'urbanisme (**hors droit de préemption urbain**). Elle prendra aussi en charge les contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU.»*

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- approuver la conclusion de l'avenant n°2 à la convention en vue de l'exercice transitoire des compétences nouvelles de la Métropole conclue avec la Montpellier Méditerranée Métropole, dans les termes définis ci-dessus ;
- autoriser Monsieur le Maire ou toute personne ayant délégation à cet effet à signer ledit avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 06/11/2015